

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard HIRSCH
95300 Cergy-Pontoise

Cergy, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC D3E (ex VALDELEC)

7 RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX
75008 Paris

Références : ud95-2026-006

Code AIOT : 0006512611

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement PAPREC D3E (ex VALDELEC) implanté 18 rue du Fer à Cheval 95200 Sarcelles. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site PAPREC D3E est réalisée une fois par an dans le cadre du programme pluri-annuel d'inspection mis en place pour ce type d'installation classée .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC D3E (ex VALDELEC)
- 18 rue du Fer à Cheval 95200 Sarcelles
- Code AIOT : 0006512611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site PAPREC, situé 18 rue du fer à cheval sur la commune de Sarcelles (95200) n'est le siège que d'une activité de tri-transit de déchets électriques et électroniques (D3E) sous le nom de PAPREC D3E. L'activité de PAPREC TECHNIQUE, en charge de l'entretien et de la maintenance des équipements installés chez les clients, a été transférée sur le Site Garnier et Fils depuis son rachat en juillet 2023.

En termes d'effectif, le site PAPREC D3E compte environ 60 personnes. Son activité consiste en de la collecte, du regroupement, du tri et du traitement de D3E. Ces D3E proviennent essentiellement de marchés passés avec des professionnels ou issus des ménages via le fonctionnement des éco-organismes (notamment pour les lampes et néons).

Le site n'est pas un exutoire final. Il prépare des fractions pré-traitées les plus homogènes et fines possibles avant de les expédier dans des filières de traitements spécialisées.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Trafic D3E
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 8.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Contrôle annuel	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Traçabilité des déchets, gestion des refus	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 8.3.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 8.3.2	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 7.2.6	Sans objet
4	Impact sur les eaux	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 4.3.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est toujours en léger dépassement de stockage sur les piles et batteries tout en respectant sa capacité totale. L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de déposer prochainement un dossier de modification afin de régulariser cette situation. Des améliorations sont demandées à l'exploitant sur la traçabilité de certaines de ses actions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de déchets stockés à la date de l'inspection
Prescription contrôlée : Le site stocke les déchets suivants uniquement sous l'avent, dans le bâtiment ou sous l'aire de stockage extérieure couverte, et dans les quantités maximales de <ul style="list-style-type: none">• Déchets triés de papier, cartons, bois, plastiques : 175 t• Ferrailles et autres métaux : 495 t• Refus de tri : 18 t• DEEE (avant et après démantèlement) : 537 t• Batteries : 80 t• Lampes, tubes néon : 80 t• Piles : 50 t• Déchets issus des DEEE dont :<ul style="list-style-type: none">◦ Huiles : 1 t◦ Toner, cartouches : 3 t◦ Tubes cathodiques : 124 t◦ Condensateurs : 2 t
Constats : L'exploitant a présenté l'état des stocks au jour de l'inspection. Il en ressort globalement des stocks en deçà des capacités autorisées sauf pour les piles et batteries qui sont encore en dépassement, comme en 2024, mais de manière beaucoup plus limitée. Pour nuancer ce constat, il convient d'indiquer que la masse totale instantanée autorisée en déchets dangereux n'est pas dépassée. Afin de palier ce dépassement récurrent, l'exploitant va déposer un PAC de modification afin de solliciter une augmentation de son tonnage autorisé. L'établissement réalise néanmoins son stockage dans de bonnes conditions de sécurité. Il dispose de l'espace nécessaire pour ce surstockage dans des alvéoles spécifiques. L'activité « lampes et néons » a connu un pic d'activité en 2018-2019 avec le remplacement massif par des lampes à LED. Cette activité devient désormais marginale. L'activité « Piles et batteries » est, par contre, en expansion. La limite de tonnage annuel autorisé est néanmoins toujours respectée. Les difficultés de surstockage sont en diminution du fait d'un meilleur fonctionnement de la filière de recyclage, mais le site fonctionne en flux assez tendu en ce qui concerne les quantités de D3E qui transitent sur le site. Les quantités annuelles traitées sur site sont respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La masse de piles présentes sur le site dépasse de nouveau celle autorisée. L'exploitant doit transmettre à l'autorité préfectorale un PAC visant à régulariser cette situation de dépassement récurrent du tonnage des piles présentes sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des prescriptions- circulation des secours
Prescription contrôlée : <p>Les déchets ne sont stockés que par catégories de déchets compatibles. Le stockage s'effectue uniquement à l'intérieur du bâtiment, sous l'auvent, sous l'aire de stockage extérieure couverte, et à l'extérieur conformément au tableau et au plan annexés au présent arrêté.</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs ;• il ne puisse y avoir de réaction dangereuse entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage ;• les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet ;• les déchets D3E et déchets dangereux conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sans précaution particulière afin d'éviter les risques de chute ;• les stockages de déchets soient identifiés et portent les indications permettant de les reconnaître. <p>Les aires de réception et stockage de déchets sont construites en matériaux robustes (murs et couverture), susceptibles de résister aux chocs. Elles sont étanches. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p> <p>Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des déchets ultimes correspondant aux refus de tri seront délimitées et séparées. Les matériaux valorisables issus du tri seront expédiés vers des installations de traitement autorisées et les déchets ultimes seront éliminés dans des installations autorisées.</p> <p>Les déchets de piles et accumulateurs seront stockés dans des bacs étanches et placés sur des zones de rétention et évacués régulièrement afin de minimiser les risques d'explosion en cas d'incendie. Les déchets de bois, métaux, papiers/cartons, plastiques, seront valorisés (matière et / ou énergie)</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que les déchets étaient stockés par catégories compatibles.</p> <p>Tous les déchets étaient stockés à l'intérieur du bâtiment (notamment pour les lots de fractions prêts à être expédiés), sous l'auvent, ou au niveau de la nouvelle zone de stockage extérieure (en cours de finalisation).</p> <p>Tous les D3E se trouvaient sous des aires couvertes, à l'abri de la pluie.</p> <p>Les zones de stockages étaient identifiées et reconnaissables via de nombreuses pancartes indicatives.</p> <p>Les piles et batteries se trouvaient stockées dans des bacs étanches, dans des quantités compatibles avec la zone de stockage, malgré le dépassement de capacité constaté.</p>

Les retours d'expériences des incendies passés sont intégrés au fil de l'eau dans la stratégie d'ilotage afin d'optimiser l'intervention des secours en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le respect de cette prescription technique n'appelle pas d'observations de la part de l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; • d'un équivalent de 6 appareils d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ils sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; • des RIA et des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et des déchets. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : L'exploitant dispose d'un plan du site affiché à l'entrée de l'établissement. Sur ce plan figurent notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les poteaux incendie, l'emplacement de la réserve d'eau incendie, et les vannes d'obturation (pour placer le site en rétention). Des caméras thermiques sont installées sur l'ensemble du site. En fonctionnement 24h/24 et 7j/7, elles alertent les responsables et gardiens du site en cas de détection d'un point chaud. En

parallèle, toute détection déclenche une alerte auprès d'une centrale de télésurveillance. Le responsable de site ou le gardien d'astreinte procède alors à une levée de doute. Un gardien est présent en permanence sur le site (deux gardiens vivent à demeure sur place). En cas de début d'incendie, les moyens internes sont engagés et les pompiers sont prévenus. L'exploitant indique que l'ensemble du personnel est formé aux premiers gestes en cas d'incendie. Il y a maintenant 3 référents incendie sur le site.

En cas d'incendie, les deux vannes d'obturation sont actionnées par le responsable du site et le gardien. Ces vannes sont accessibles et leur fonctionnement est vérifié une fois par an.

Le site dispose de 3 poteaux incendie et d'une réserve d'eau de 250 m³. L'exploitant veille au maintien du bon accès aux poteaux incendie ainsi qu'aux moyens de lutte contre l'incendie. En outre, des extincteurs et des RIA sont disponibles à différents endroits sur le site. Le site est également doté d'un canon à eau (à monter).

En guise d'exercice et de préparation, l'exploitant déroule une check-list spécifique incendie une fois par mois avec ses agents. Le système d'alerte incendie est testé une fois par semaine.

Le contrôle des moyens de lutte est réalisé une fois par an. La validité des équipements a été contrôlée par sondage lors de la visite du site. Les derniers contrôles réalisés sont :

- ceux des extincteurs par la société EUROFEU le 4/07/2025,
- ceux des RIA par la société EIFFAGE le 14/05/2025.

L'exploitant a ajouté des bacs d'eau en plusieurs endroits du site, en particulier dans la zone de démontage des équipements électriques afin de pouvoir immerger immédiatement tout objet subissant un départ de feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le respect de cette prescription technique n'appelle pas d'observations de la part de l'Inspection des installations classées.

L'exploitant pourra néanmoins matérialiser au sol une emprise suffisante pour le stationnement d'un véhicule incendie, à proximité du poteau bleu, proche de la réserve incendie, interdisant le stationnement de véhicule ou le stockage dans cet espace. Il n'y avait pas d'obstacle présent dans cette zone lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Impact sur les eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux pluviales – contrôle VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci après :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2, 3 (surverse) et 4 :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/L)
DCO	50
DBO5	10
MES	30
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Pb)	15
Mercuré	0,05
PCB (mesure de la somme des concentrations des 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194)	0,05

L'exploitant doit procéder à une analyse de ses rejets 2 fois par an, par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement. Le résultat de ces mesures est transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Chaque année, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire extérieur deux analyses pour chacun des deux points de rejets des eaux pluviales potentiellement polluées (celles issues des voiries et de la dalle).

Le rapport d'analyse transmis par CERECO le 05/09/2025 montre des anomalies légères, lorsqu'on les analyse sur plusieurs années.

Les résultats sont néanmoins conformes, sauf en ce qui concerne le paramètre DCO qui présente périodiquement des dépassements.

L'exploitant explique cet écart par la présence et la gestion des feuilles mortes à l'automne, qui ont pu occasionner une accumulation de matière en suspension (MES) au niveau des rejets d'eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mieux vérifier la cohérence des résultats des analyses réalisées sur le site afin d'identifier les éventuelles dérives et doit mieux s'appropriier les rapports d'analyse transmis par les laboratoires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel des équipements électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes

applicables
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en séance le rapport du dernier contrôle réglementaire de son installation électrique.</p> <p>Ce contrôle a été réalisé par l'organisme APAVE le 17/09/2025, conformément au référentiel APSAD D18. Il s'agissait d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement.</p> <p>Les non-conformités identifiées sont en cours de traitement. Le plan d'action n'est pas finalisé à la date de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra son plan d'action visant à traiter les non-conformités électriques mentionnées dans le rapport de l'APAVE dans le délai défini ci-dessous.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Traçabilité des déchets, gestion des refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 8.3.3
Thème(s) : Autre, Refus de prise en charge
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout refus de prise en charge d'un lot de déchets par l'installation de valorisation ou d'élimination est signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. A cet effet, l'exploitant précise par écrit la date du refus, la nature du déchets et sa quantité, les références du producteur et du transporteur, le mode de conditionnement, le motif du refus de prise en charge par l'installation destinatrice et les dispositions prises pour remédier au problème rencontré</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que le site ne reçoit pas de déchets apportés par un producteur initial. Tous les déchets entrants proviennent de filières de collectes professionnelles ou d'éco-organismes. De ce fait, les déchets ont tous une traçabilité ou disposent d'une autorisation préalable. Il arrive néanmoins que certains déchets interdits soient présents dans les arrivages en mélange. Cette situation arrive quelques fois par an et concerne de faibles volumes.</p> <p>Ces déchets interdits sont repris par l'expéditeur et constituent donc des refus au sens de l'article 8.3.3 de l'AP. L'exploitant ne trace pas ce type de refus dans un registre spécifique et n'informe pas l'inspection de ces situations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un registre spécifique de suivi des refus de prise en charge et doit informer l'inspection conformément à l'article 8.3.3 de l'arrêté susvisé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois